

té, une déplorable méthode politique, même s'il y avait un surplus, ce qui n'existe pas, ainsi que je l'ai démontré à l'aide des comptes publics. Ecoutez ce que dit cette grande autorité :

Vous avez entendu l'hon. ministre recourir à cet expédient ; il a cité, comme une preuve de prospérité, le fait que, depuis les quinze dernières années, période pendant laquelle le pays a été sous le régime, protecteur, nos finances chaque année, se sont soldées par des excédents qui, aujourd'hui, s'élèvent, réunies, à l'énorme somme de \$20,000,000. Ce fait que, je n'hésite pas à le dire à l'honorable ministre, n'est rien moins qu'une infamie et une honte pour le gouvernement, il s'en est vanté. Je déclare qu'un tel état de choses est une honte et une infamie pour tout gouvernement. En Angleterre, ce à quoi vise et ce que se propose le chancelier de l'échiquier, c'est de calculer le revenu et la dépense de façon à les équilibrer, et la réputation du chancelier de l'échiquier serait perdue à jamais, si, chaque année, l'on constatait que ses prévisions sont erronées. Si au lieu d'avoir juste le revenu dont il a besoin pour répondre aux dépenses, il constatait dans ses calculs, des écarts comme ceux que nous constatons au Canada, sa réputation, je le répète, serait perdue à jamais, à moins qu'il ne fût capable de démontrer que ces écarts proviennent d'une perturbation commerciale subite.

Qu'y a-t-il de vrai au sujet de ces expédients ? Vingt millions de dollars, dit le ministre des Finances. La vérité est que ces excédents représentent \$20,000,000 de taxes injustes que le gouvernement a arrachées aux consommateurs du pays ; \$20,000,000 seraient restés dans la bourse du peuple, lequel aurait pu les utiliser avantageusement ; il aurait pu par exemple les appliquer au paiement des hypothèques, dont le pays a été couvert durant cette période.

Qui a ainsi analysé la nature d'un surplus ? Je désire attirer l'attention des honorables ministres sur l'auteur de cette analyse. Si vous ouvrez les "Débats," à la date du 12 avril 1894, vous lirez le nom de L-a-u-r-i-e-r comme en-tête au discours d'où j'ai extrait ce que je viens de lire. Ce surplus tant vanté est donc qualifié de monstruosité par le premier ministre lui-même. Je veux citer ses propres paroles relativement à ce qui a inspiré à son ministre des Finances, et à lui-même, je crois, leurs vantardises, je lis :

Qu'y a-t-il de vrai au sujet de cet excédent de \$1,750,000 ? N'est-ce pas \$1,750,000 de taxes injustes que le gouvernement a arrachées aux consommateurs du pays ? \$1,750,000 qui seraient restés dans la bourse du peuple, lequel aurait pu les utiliser avantageusement ?

Voilà. Ce sont les "Débats" que je tiens en ce moment. C'est presque incroyable, mais ces deux honorables messieurs peuvent les consulter. C'est pour leur utilité que j'ai cité ces paroles et pour celle de cette Chambre et du pays.

Il me faut maintenant parler du département de l'Intérieur lequel, sous le présent ministre, a été remarquablement mal administré.

M. CAMPBELL : Reprenez un peu haleine.

M. DAVIN.

M. DAVIN : L'honorable député de Kent, me dit-on, imite autant que possible le ministre de l'Intérieur. Celui-ci a appris la danse et l'autre, à ce qu'on me dit, étudie le français. Quoi qu'il en soit, s'il voulait se borner à s'occuper de ce qu'il appelle son "entourage" ce serait tant mieux pour la marche des travaux de la Chambre. J'aimerais voir à son siège le ministre de l'Intérieur car je vais raconter quelques-unes de ses bévues, une surtout qui était bien de nature à le gêner sérieusement aux débuts de sa carrière de diplomate. L'an dernier, en sa présence, je dénonçai ici le caractère libelleux à l'endroit d'Assiniboia-ouest de cette fameuse brochure de rédaction officielle et destinée à faire connaître les ressources du Canada que je n'ai pas besoin de relire et dans laquelle il était dit qu'Assiniboia-ouest—ce sol si propice à la culture du blé—n'était pas bon pour cette culture, oui cette même région que dans son enthousiasme M. Macoun appelait "the kidney of the North-west." Si quelqu'un doute de mes paroles, je suis prêt à lire de nouveau ce passage, mais c'est assez de la lecture de l'année dernière, et, puis, comme cette bëve est bien connue de la population de l'Ouest, ce serait oiseux. Elle a, d'ailleurs, été surpassée par une autre bëve, la plus criante qu'ait jamais commise un département. Quelque chose a transpiré de ce qui s'est passé lors de cette grande conférence internationale dont le premier ministre fait partie, dont l'honorable député de Norfolk, au dire des journaux américains a été un membre encore plus distingué, dont étaient aussi les ministres du Commerce et de la Marine et des Pêcheries. Je ne m'attacherai pas aux incidents qu'elle a provoqués ni aux erreurs commises par le gouvernement, car il y a des faits qui touchent plus directement mes commettants. Il s'agit d'autres faits affectant plus directement l'honneur de notre pays et qui excitent ma pitié pour le premier ministre que la maladresse du ministre de l'Intérieur a mis dans une très désagréable position à Washington. Il est venu à notre connaissance qu'un des plus gros sujets de dissension entre les commissaires des Etats-Unis et ceux de Sa Majesté était la ligne de démarcation entre le Yukon américain et le Yukon canadien. On se rappelle que le ministre de l'Intérieur a prononcé un discours là-bas ; je crois que c'est à Vancouver—d'ailleurs, j'ai son discours ici. Il revenait du Yukon ou tout au moins d'un point quelconque sur la route de Dawson. Il déclara qu'il avait consulté M. King, qui avait présidé la commission de délimitation et que depuis il connaissait à fond cette question de frontière. On me dit que le premier ministre plaiderait, à Washington, dans la cause du Canada et décrivait ce qui devait être considéré comme notre propriété, quand un commissaire américain qu'il ne m'est pas permis de nommer prit la parole et dit : "Sir Wilfrid, votre ministre de l'In-